

Alliance International Contre la Haine et l'Extrémisme en Ligne

Nous sommes un mouvement international qui défend une expérience digitale sûre, équitable et juste pour toutes et tous par le biais d'actions collectives.

Les preuves sont indéniables : les comportements nocifs que les plateformes de réseaux sociaux autorisent et exacerbent - la diffusion de la désinformation, les discours de haine, l'incitation à la violence et la propagande extrémiste en ligne - conduisent à la violence dans le monde réel, y compris au génocide, et menacent les droits humains et les démocraties.

Nos organisations ont pu observer directement ces conséquences néfastes. Les actions et prétendus efforts des plateformes de réseaux sociaux sont insuffisants. Ils ne suffisent pas à atténuer les dommages et à respecter les engagements présentés par les plateformes dans leurs propres normes et conditions d'utilisation, ni à satisfaire les engagements publics qu'elles ont pris au regard des Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits humains.

En effet, leurs actions ne font qu'accroître le problème à l'échelle mondiale.

Une allocation injuste et discriminatoire des ressources dédiées à la protection de l'intégrité des plateformes et à la sécurité des utilisateurs, en particulier en dehors des États-Unis, a grandement détérioré la confiance envers ces plateformes. Les problèmes systémiques du monde réel - de l'extrémisme au génocide en passant par les préjugés sexistes et le racisme - sont aggravés par les pratiques commerciales des principales plateformes de réseaux sociaux. Nous ne pouvons pas renforcer les démocraties ni protéger les droits humains tant que ces entreprises amplifient voire récompensent la haine et l'extrémisme sans rendre aucun compte.

Notre mouvement se concentrera sur l'obtention d'avancées dans les quatre domaines suivants:

1. **Équité** : pour que les entreprises accordent l'attention et les ressources nécessaires à l'expérience des utilisateurs des pays du Sud, autant qu'aux États-Unis.
2. **Justice** : pour que les entreprises adaptent leurs politiques afin d'atténuer les dommages régionaux et locaux, y compris ceux résultant de campagnes génocidaires et de déni, lorsqu'elles sont identifiées par la société civile.
3. **Sécurité** : pour que les entreprises respectent leurs engagements en matière de sécurité des utilisateurs en ligne et empêchent l'organisation de la violence hors ligne.
4. **Transparence** : pour l'accès en temps réel aux informations sur l'allocation des ressources, les décisions de modération de contenu et de comptes, et l'application de ces politiques dans tous les pays.

Plus précisément, nous nous concentrerons initialement sur les demandes suivantes pour aider à créer des réseaux sociaux équitables, justes et sûrs.

- Définir clairement le label « individus et organisations dangereux » et sa mise en application avec la contribution de la société civile, non seulement aux États-Unis et en Europe, mais aussi dans les pays du Sud

- Développer et garantir les compétences linguistiques et culturelles adaptées pour assurer ces services dans toutes les régions de façon équitable
- Mettre fin aux exemptions de modération de contenu pour les personnalités politiques de premier plan et les influenceurs partout dans le monde et mettre en place la vérification des faits pour les publicités à caractère politique
- Corriger les algorithmes pour mettre fin à l'amplification de la désinformation, de la haine et de l'extrémisme
- Obtenir des plateformes la transparence totale sur leurs politiques, systèmes, pratiques et recherches internes concernant la désinformation, la haine et l'extrémisme dans le monde entier